



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.925/2/V
du 25 août 2021

advies 69.925/2/V
van 25 augustus 2021

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant exécution des
articles 2 à 12 de la loi du xxx
portant des mesures de soutien
temporaires en raison de la
pandémie du COVID-19'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'besluit ter uitvoering
van de artikelen 2 tot en
met 12 van de wet van xxx
houdende tijdelijke
ondersteuningsmaatregelen ten
gevolge van de
COVID-19-pandemie'

Le 15 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit^{*} jusqu'au 31 août 2021, sur un projet d'arrêté royal 'portant exécution des articles 2 à 12 de la loi du xxx portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 25 août 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 août 2021.

*

Op 15 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege^{*} verlengd tot 31 augustus 2021 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'ter uitvoering van de artikelen 2 tot en met 12 van de wet van xxx houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 25 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 augustus 2021.

*

^{*} Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

^{*} Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dès lors que la loi 'portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du Covid-19', qui sert de fondement juridique à l'arrêté en projet, a été adoptée le 4 juillet 2021, il convient de compléter le projet par la mention de cette date chaque fois que la loi est citée.

2. Il résulte de l'article 7 de la loi du 4 juillet 2021 que ce sont non seulement les sociétés de gestion mais aussi « les organismes de gestion collective établis en Belgique ainsi que les organismes de gestion collective ayant un établissement en Belgique qui représentent les catégories de bénéficiaires visées à l'article 4 » qui sont chargés de la distribution des montants de la mesure compensatoire sociale.

Or, l'article 2 ne mentionne que les « sociétés de gestion » comme étant « chargées de la répartition et du paiement des montants de la mesure de compensation entre les bénéficiaires ».

L'article 2, comme l'ensemble du projet, en ce compris l'intitulé de son chapitre 2, doit être complété en conséquence et ce, d'autant plus que, parmi les entités mentionnées à l'article 2, figurent tant des sociétés de gestion que des organismes de gestion collective.

3. Interrogé sur le sort qui était réservé aux personnes physiques ou aux sociétés unipersonnelles affiliées à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective qui n'est pas visé à l'article 2 du projet, le délégué du Ministre a expliqué ce qui suit :

« De maatregel die werd genomen heeft tot doel de auteurs/artiesten die natuurlijke persoon zijn of hun activiteit uitoefenen via een eenpersoonsvennootschap, te ondersteunen naar aanleiding van de covid-19 pandemie. Daarnaast komen slechts bepaalde exploitatievormen in aanmerking voor een compensatie. De beheersvennootschappen die worden ingeschakeld in de uitbetaling van de bedragen zijn de beheersvennootschappen die enerzijds deze categorieën van personen vertegenwoordigen (binnen de specifieke exploitatiewijzen) en anderzijds het zwaarst werden getroffen door de gevolgen van de covid-19 pandemie. Desalniettemin is het logisch dat er bepaalde auteurs en artiesten zijn die ook schade hebben geleden, maar niet zijn aangesloten bij één van deze beheersvennootschappen. Deze personen kunnen worden beschouwd als zijnde 'niet-aangesloten begunstigden', zoals bedoeld in artikel 7 van het ontwerp-KB. De inschatting is, dat deze groep van personen eerder klein zal zijn ».

Le fait que les personnes physiques ou sociétés unipersonnelles affiliées à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective qui n'est pas visé à l'article 2 du projet peuvent être considérées comme des « bénéficiaires non affiliés » au sens de l'article 7 du projet ne résulte pas de manière suffisamment explicite du dispositif. Afin de garantir le respect du principe d'égalité et de non-discrimination et dans un souci de sécurité juridique, il convient de réécrire l'article 7, alinéa 1^{er}, par exemple comme suit :

« Les bénéficiaires qui ne sont pas affiliés à une société de gestion ou à un organisme de gestion collective *visé à l'article 2* peuvent, aux mêmes conditions que les membres des sociétés de gestion ou des organismes de gestion collective *visés à l'article 2*, introduire une demande d'obtention d'une compensation auprès de la société de gestion ou de l'organisme de gestion collective *visé à l'article 2* qui gère les droits concernés » (italiques ajoutés, la marque des italiques étant à omettre dans le texte à adopter).

4. Le projet ne permet pas de comprendre comment les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective assureront le respect du principe d'égalité et de non-discrimination lors de la distribution de l'enveloppe qui leur a été accordée en vertu de l'article 3 du projet. Pour ce faire, il convient de prévoir une procédure d'introduction des demandes qui permet de répartir les aides après avoir eu une vision globale des demandes et des droits de chacun, de telle sorte que les bénéficiaires perçoivent une aide proportionnelle à leur perte de revenus et qui soit non discriminatoire au regard de l'enveloppe disponible.

5.1. En de nombreuses dispositions, le projet octroie aux sociétés de gestion un large pouvoir d'appréciation.

5.2. En effet :

– l'article 5, alinéa 1^{er}, du projet (perception à la pièce pour les pièces ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation) précise que « le montant de la compensation sociale peut être versé par l'ajout de ce montant aux droits qui doivent être payés en 2021 » ; il résulte par ailleurs du commentaire de cette disposition que « les sociétés de gestion peuvent déroger à la disposition précédente [et] par conséquent recourir à ce deuxième mécanisme en cas de perception à la pièce » ;

– l'article 6, alinéa 1^{er}, du projet (perception à la pièce pour les pièces n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'autorisation) prévoit que, « [s]i aucune demande [...] n'a encore été faite auprès de la société de gestion, un montant forfaitaire peut être versé au bénéficiaire » ; le commentaire de cette disposition précise que « la société de gestion peut opter pour le versement d'un montant forfaitaire ».

– l'article 7, alinéa 3, du projet prévoit que « [l]a société de gestion peut fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique » ; l'article 7, alinéa 4, du projet précise que, « [p]ar dérogation à l'alinéa 3, le montant de la mesure de compensation peut être fixé sur base forfaitaire » ; le commentaire de cet article précise qu'« [é]tant donné que la société de gestion ne connaît pas la situation spécifique d'un bénéficiaire non affilié, ni ne dispose d'informations dont elle dispose dans le cas de bénéficiaires affiliés, il lui est donné la possibilité d'accorder une rémunération forfaitaire à un bénéficiaire non affilié » ;

– l'article 8 du projet prévoit que « [l]a société de gestion peut verser une partie du montant reçu sur base forfaitaire à certaines catégories d'ayant droit [...] à condition que la société de gestion puisse le justifier ».

Il résulte de ces différentes dispositions que c'est aux sociétés de gestion visées à l'article 2 du projet qu'il appartiendra de fixer le mode de calcul du montant de la mesure compensatoire.

5.3. Interrogé sur le large pouvoir d'appréciation ainsi accordé aux sociétés de gestion, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Het KB geeft richtlijnen aan de beheersvennootschappen om tot de verdeling van de rechten over te gaan. Zo worden er forfaits bepaald, alsook maxima van de verminderde inkomsten die gecompenseerd kunnen worden. De beheersvennootschappen moeten binnen de klijntijnen zoals bepaald door het KB de verdeling en uitbetaling van de steunmaatregel onder de begunstigten uitvoeren. De beheersvennootschappen hebben een vergunning gekregen om tot de inning en verdeling over te gaan, dit moeten ze op basis van objectieve parameters doen. De bepalingen uit boek XI van het WER zijn op hun van toepassing, met name artikel XI.248, § 1 WER ».

5.4. L'intention de l'auteur du projet semble dès lors être de gérer la distribution de la mesure compensatoire de la même façon que les droits d'auteur et les droits voisins dont ladite mesure vise à compenser la perte.

Il est vrai que la gestion des droits d'auteur et des droits voisins passe par les intermédiaires que sont les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective. Conformément à l'article XI.249, § 1^{er}, du Code de droit économique, ceux-ci sont tenus d'arrêter,

« [h]ormis les cas dans lesquels elles sont ou doivent être fixées par ou en vertu de la loi, [...] des règles de tarification, des règles de perception et des règles de répartition pour tous les modes d'exploitation pour lesquels elles gèrent les droits des ayants droit ».

Ce sont donc les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective qui établissent le mode de calcul des droits d'auteur et des droits voisins devant être distribués à leurs affiliés. Ce procédé est admissible car il repose sur un mécanisme contractuel. Les titulaires de droits d'auteur ou de droits voisins choisissent librement la société de gestion ou l'organisme de gestion collective auquel ils entendent confier la gestion de leurs droits sur la base, notamment, des règles de tarification, de perception et de répartition adoptée par celui-ci.

En l'espèce, le projet organise la distribution d'une aide sociale à laquelle chaque bénéficiaire visé par l'article 4 de la loi du 4 juillet 2021 peut prétendre sans que cela découle du lien existant, le cas échéant, entre le bénéficiaire et la société de gestion ou l'organisme de gestion collective.

Cette mesure compensatoire doit être distribuée auxdits bénéficiaires dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination. Or, en autorisant chaque société de gestion ou chaque organisme de gestion collective à fixer lui-même le mode de calcul du montant de l'aide compensatoire versée, le projet ne permet pas de garantir l'égalité et la non-discrimination entre l'ensemble des bénéficiaires.

Tel qu'il est rédigé, le projet ne permet d'ailleurs pas de bien comprendre si l'intention est d'octroyer aux sociétés de gestion et aux organismes de gestion collective le pouvoir de fixer les règles de répartition des mesures compensatoires *a priori*, selon les facultés octroyées par les articles 4 à 8 du projet ¹, ou si l'intention est d'octroyer aux sociétés de gestion et aux organismes de gestion collective un pouvoir d'appréciation au cas par cas.

Dans la première hypothèse, si une certaine égalité pourrait être réalisée entre les bénéficiaires s'adressant à une même société de gestion ou à un même organisme de gestion collective, il faudrait encore constater que des différences de traitement pourraient persister entre les bénéficiaires selon la société de gestion ou l'organisme de gestion collective dont ils dépendent ou auquel ils se sont adressés.

Dans la seconde hypothèse, le pouvoir d'appréciation des sociétés de gestion et des organismes de gestion collective s'exercerait en-dehors de tout cadre permettant de garantir *a priori* l'égalité et la non-discrimination, ce qui est encore plus problématique.

Le fait que, comme l'a relevé le délégué du Ministre, les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective sont tenus de respecter le Code de droit économique, et plus particulièrement son article XI.248 ², ne justifie pas que des critères clairs et objectifs applicables à l'ensemble des sociétés de gestion – et, partant, à l'ensemble des bénéficiaires – ne soient pas d'ores et déjà prévus au sein du projet.

5.5. À la question de savoir comment les articles 4 et 5 ou 6 s'articuleront dans l'hypothèse où le bénéficiaire souffrirait non seulement d'une perte de revenus provenant de représentations qui n'ont pas eu lieu au sens des articles 5 ou 6 du projet, mais également de pertes de revenus provenant d'autres modes d'exploitation lui permettant de faire application de l'article 4 du projet, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Artikel 4 biedt de mogelijkheid om de verdeling te doen op basis van de informatie waarover de beheersvennootschap beschikt (playlijsten, verkoopcijfers, ...).

Artikel 5 dekt de situatie van een concert, een theatervoorstelling, een optreden (stand-up) dat geprogrammeerd stond, maar dat uiteindelijk niet kon doorgaan vanwege de COVID-19 pandemie. Het gaat hierbij dus om een ruime situatie. Indien er geen aanvraag volgde, wordt er toepassing gemaakt van artikel 6, waarbij de nodige bewijzen moeten worden voorgelegd.

Alles hangt dus af van de vraag of er een aanvraag volgde of niet.

Enkel die situaties die onder de toepassing van het KB vallen, opgesomd onder artikel 1 van het ontwerp-KB, kunnen op een steunmaatregel rekenen, met uitsluiting van de bepaling onder artikel 8. Dit artikel biedt de mogelijkheid om auteurs en uitvoerende

¹ Il peut être relevé à cet égard que l'article XI.249 du Code de droit économique n'est pas applicable à la mesure compensatoire instaurée par la loi du 4 juillet 2021. Il ne s'agit en effet pas d'un droit d'auteur ou d'un droit voisin découlant d'un mode d'exploitation dont la société de gestion assure la gestion mais d'une mesure compensatoire partielle de la perte de ces droits, financée par des fonds publics.

² Pour rappel, cette disposition est ainsi rédigée :

« Les sociétés de gestion gèrent les droits dans l'intérêt des ayants droit. Cette gestion doit être effectuée de manière équitable, diligente, efficace et non-discriminatoire. Les sociétés de gestion n'imposent pas aux ayants droit des obligations qui ne sont pas objectivement nécessaires pour protéger leurs droits et leurs intérêts ou pour assurer cette gestion efficace de leurs droits ».

kunstenaars te compenseren voor de verminderde inningen gelet op de COVID-19 pandemie die niet onder artikel 4 tot 6 van het ontwerp-KB vallen. In het Verslag aan de Koning wordt het voorbeeld gegeven van de literaire auteur die verliezen heeft geleden doordat hij gelet op de COVID-19 pandemie geen uitgeverij voor zijn boek heeft gevonden.

Elk van deze artikelen viseert een specifieke situatie ».

Il faudrait cependant s'assurer que, lors du calcul de la diminution de revenus sur la base de l'article 4 du projet, les revenus issus des perceptions à la pièce ne soient pas pris en compte lorsque le bénéficiaire aurait déjà fait application de l'article 5 ou de l'article 6 du projet. Le dispositif sera complété en ce sens.

5.6. Afin de garantir le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, des critères clairs et objectifs doivent permettre de délimiter les hypothèses dans lesquelles il sera fait application de l'article 4, 5 ou 6 ou de l'article 7, alinéas 3 ou 4.

5.7 L'article 7, alinéa 3, autorise, du reste, la société de gestion à fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique. Ce faisant, cette disposition autorise également implicitement les sociétés de gestion à fixer le montant de la compensation sur une autre base. Le respect du principe d'égalité et de non-discrimination impose que les critères sur la base desquels le montant de la compensation sera déterminé par les sociétés de gestion ou les organismes de gestion collective soient précisés au sein du projet.

Si l'intention de l'auteur du projet est que le montant de la compensation soit fixé sur la base des tarifs pratiqués par la société de gestion, la locution verbale « peut fixer » doit être remplacée par le verbe « fixe » au sein de l'article 7, alinéa 3, du projet, première phrase.

5.8. En outre, la possibilité organisée par les articles 6 et 7 de recourir à une indemnisation forfaitaire pose également question au regard du principe d'égalité et de non-discrimination dans la mesure où le projet ne précise pas le mode de calcul de ce forfait au regard de critères objectifs, applicables à l'ensemble des bénéficiaires potentiels.

5.9. En ce qui concerne la faculté accordée par l'article 8 du projet, s'il peut être admis que, dans le souci de prendre en compte des cas spécifiques de pertes de revenus en raison de la pandémie de COVID-19 non adéquatement compensées sur la base des articles 4 à 7 du projet – et donc de garantir ainsi le respect du principe d'égalité et de non-discrimination –, un pouvoir de décision unilatéral soit accordé aux sociétés de gestion, il convient d'encadrer le pouvoir discrétionnaire ainsi accordé par des critères portant par exemple sur l'objectif légitime devant être poursuivi lors de la mise en œuvre de l'article 8. Le seul fait que la société de gestion doit être en mesure de « justifier », sans autre précision, la mise en œuvre de l'article 8 n'est pas suffisant. Le rapport au Roi serait par ailleurs utilement complété par des éléments permettant de mieux appréhender la portée du dispositif, par exemple quant à la détermination des catégories de bénéficiaires concernés.

5.10. Le projet sera fondamentalement revu au regard de ces observations.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Il convient de compléter le préambule par un alinéa visant l'accord donné par la Secrétaire d'État au Budget le 5 mai 2021.
2. Il résulte du dossier remis à la section de législation que l'avis rendu par l'Inspecteur des Finances date du 28 avril 2021. Par conséquent l'alinéa 2 du préambule sera corrigé afin de remplacer la date du « 1^{er} juillet 2021 » par celle du « 28 avril 2021 ».

DISPOSITIF

Article 3

1. Dans un souci de cohérence et compte tenu des termes utilisés au sein de l'article 2 du projet, à l'article 3, alinéa 2, les mots « une partie du montant total de la prestation visée à l'article 2 » seront remplacés par les mots « une partie du montant total de la mesure de compensation visée à l'article 2 ».
2. Afin d'exprimer clairement l'intention poursuivie et comme cela résulte du commentaire de l'article 3 du projet, les mots « à la moyenne des revenus perçus pour les années d'exploitation 2017, 2018 et 2019 » remplaceront les mots « aux années d'exploitation 2017 - 2019 ».

Article 5

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser non pas l'article 5 de la loi mais son article 6.

Article 7

1. À l'alinéa 4, il sera précisé que le dispositif en projet déroge à « l'alinéa 3, première phrase ».
2. La version française de l'alinéa 5 sera alignée sur sa version néerlandaise en insérant le mot « pièces » entre les mots « des » et « attestant ».
3. L'alinéa 2 prévoit que « [l]es sociétés de gestion peuvent fixer d'autres modalités » pour l'introduction des demandes par les bénéficiaires non affiliés.

Sans qu'il soit nécessaire de trancher la question de savoir si les sociétés de gestion et les organismes de gestion collective peuvent ou non être qualifiés de personnes morales de droit public, il y a lieu d'observer que ces sociétés et organismes se voient reconnaître en l'espèce un pouvoir réglementaire qui n'est pas admissible.

Il est rappelé à cet égard que, même lorsqu'une habilitation réglementaire est conférée à des organismes ou institutions publics ou à leurs organes, pareil procédé est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public belge en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que tout contrôle parlementaire direct fait alors défaut en la matière. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État ; en outre, cette pratique rend incertaine la détermination de la place qu'occupent ces actes réglementaires dans la hiérarchie des normes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée³.

En tout état de cause, tel n'est pas le cas en l'espèce.

4. Sans préjudice de l'observation générale n° 4 formulée plus haut, la phrase « La société de gestion peut fixer le montant de la compensation sur la base des tarifs qu'elle pratique » ne permet pas de bien comprendre comment les bénéficiaires qui s'adressent à une société de gestion sur la base de l'article 7 du projet verront leur mesure compensatoire calculée dans l'hypothèse où la société de gestion entend faire application de cette faculté.

En effet, les articles 4 à 6 du projet règlent le calcul du montant de la compensation pour les bénéficiaires affiliés à la société de gestion. Ces dispositions ne prévoient pas la fixation par la société de gestion de « tarifs ». Seul l'article 6 du projet autorise la société de gestion à fixer un montant forfaitaire.

Le respect du principe d'égalité et de non-discrimination impose que les bénéficiaires non affiliés à l'une des sociétés de gestion désignée par l'article 2 du projet soient traités de manière égale par rapport aux bénéficiaires affiliés.

Le dispositif devra dès lors être revu afin de clarifier la façon dont cette égalité sera garantie.

³ Avis 40.615/2 donné le 6 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'portant des dispositions diverses' (*Doc. parl.*, Chambre, 2005-2006, n° 2518/1, pp. 346 à 389, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40615.pdf>) ; avis 69.453/2 donné le 24 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises' ; avis 69.921/2/V donné le 18 août 2021 sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

Article 8

1. Dans un souci de sécurité juridique, il convient de préciser au sein du dispositif si l'article 8 permet ou non de déroger à l'article 1^{er}.

2. Interrogé quant à la portée de l'article 8, le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

« Dit artikel vindt niet op subsidiaire wijze toepassing. Hierbij kan wel nog mee[ge]geven worden dat de draagwijdte van deze bepaling beperkt is, aangezien de beheersvennootschap slechts 15 % van het bedrag dat aan haar wordt toegekend conform artikel 3 van het ontwerp-KB, hiervoor kan reserveren. De beheersvennootschap is in elk geval niet verplicht om van dit mechanisme gebruik te maken ».

Ce caractère non subsidiaire devrait également être précisé au sein du dispositif.

Article 9

L'article 9 entend donner exécution à l'article 8 de la loi précitée, qui, en son alinéa 4, charge le Roi de fixer « les autres modalités d'exécution de cette disposition ».

Or l'alinéa 4 de l'article 9 du projet ne fait que répéter en des termes identiques l'alinéa 3 de l'article 8 précité. Il y a dès lors lieu, à tout le moins, d'omettre cet alinéa 4 et de fixer ces autres modalités d'exécution, comme le prévoit la loi.

Article 12

Le texte de l'article 12 ne traduit pas de manière complète la précision suivante qui figure dans son commentaire, rédigé comme suit :

« La mesure de soutien, hors frais de gestion retenus, est enregistrée sur un compte au passif. Les frais de gestion retenus sont enregistrés sur un compte chiffre d'affaires ».

Le dispositif sera complété en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Aangezien de wet ‘houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie’, die aan het ontworpen besluit rechtsgrond verleent, op 4 juli 2021 is aangenomen, dient het ontwerp die datum te vermelden telkens wanneer de wet wordt aangehaald.

2. Uit artikel 7 van de wet van 4 juli 2021 vloeit voort dat niet enkel de beheersvennootschappen maar ook de “collectieve beheersorganisaties die in België gevestigd zijn en de collectieve beheersorganisaties met een bijkantoor in België die de categorieën van begunstigden zoals bedoeld in artikel 4 vertegenwoordigen” met de verdeling van de bedragen van de sociale compensatiemaatregel worden belast.

Artikel 2 vermeldt echter enkel de “beheersvennootschappen” als organisatie “belast met de verdeling en uitbetaling van de bedragen van de compensatiemaatregel tussen de begunstigden”.

Dat artikel 2 moet, evenals de rest van het ontwerp met inbegrip van het opschrift van hoofdstuk 2, dus worden aangevuld, temeer daar bij de entiteiten die in het artikel worden vermeld zowel beheersvennootschappen als collectieve beheersorganisaties voorkomen.

3. Op de vraag hoe het zit met natuurlijke personen of eenpersoonsvennootschappen die zijn aangesloten bij een beheersvennootschap of een collectieve beheersorganisatie die niet in artikel 2 van het ontwerp wordt vermeld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De maatregel die werd genomen heeft tot doel de auteurs/artiesten die natuurlijke persoon zijn of hun activiteit uitoefenen via een eenpersoonsvennootschap, te ondersteunen naar aanleiding van de covid-19 pandemie. Daarnaast komen slechts bepaalde exploitatievormen in aanmerking voor een compensatie. De beheersvennootschappen die worden ingeschakeld in de uitbetaling van de bedragen zijn de beheersvennootschappen die enerzijds deze categorieën van personen vertegenwoordigen (binnen de specifieke exploitatiewijzen) en anderzijds het zwaarst werden getroffen door de gevolgen van de covid-19 pandemie. Desalniettemin is het logisch dat er bepaalde auteurs en artiesten zijn die ook schade hebben geleden, maar niet zijn aangesloten bij één van deze beheersvennootschappen. Deze personen kunnen worden beschouwd als zijnde ‘niet-aangesloten begunstigden’, zoals bedoeld in artikel 7 van het ontwerp-KB. De inschatting is, dat deze groep van personen eerder klein zal zijn”.

Uit het dispositief blijkt onvoldoende duidelijk dat natuurlijke personen of eenpersoonsvennootschappen die zijn aangesloten bij een beheersvennootschap of een collectieve beheersorganisatie die niet in artikel 2 van het ontwerp wordt vermeld, kunnen worden beschouwd als “niet-aangesloten begunstigden” in de zin van artikel 7 van het ontwerp. Om te garanderen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen en omwille van de rechtszekerheid dient artikel 7, eerste lid, te worden herschreven, bijvoorbeeld als volgt:

“De begunstigden die niet zijn aangesloten bij een *in artikel 2 genoemde* beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie kunnen onder dezelfde voorwaarden als de leden van de *in artikel 2 genoemde* beheersvennootschappen of collectieve beheersorganisaties een aanvraag tot het bekomen van een compensatie indienen bij de *in artikel 2 genoemde* beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie die de betrokken rechten beheert” (eigen cursivering, te verwijderen in de uit te vaardigen tekst).

4. Uit het ontwerp valt niet op te maken hoe de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties ervoor zullen zorgen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen bij de verdeling van de enveloppe die hun krachtens artikel 3 van het ontwerp is toegekend. Daartoe dient voorzien te worden in een procedure voor het indienen van de aanvragen die het mogelijk maakt de steun te verdelen nadat men zich een algemeen beeld heeft gevormd van de aanvragen en van eenieders rechten, zodat de begunstigden een steun ontvangen die in verhouding staat tot hun inkomstenverlies en die niet discriminerend is in het licht van de beschikbare enveloppe.

5.1. Verschillende bepalingen van het ontwerp verlenen aan de beheersvennootschappen een ruime beoordelingsbevoegdheid.

5.2. Immers:

– artikel 5, eerste lid, van het ontwerp (stuksinningen voor de stukken waarvoor een aanvraag tot toelating werd ingediend) stelt dat “het bedrag van de sociale compensatie [kan worden] uitbetaald (...) door toevoeging van dit bedrag aan de rechten die moeten worden uitbetaald in 2021”; uit de bespreking van die bepaling blijkt trouwens dat “de beheersvennootschappen [kunnen] afwijken van de vorige bepaling [en] daarom (...) gebruik [kunnen] maken van dit tweede mechanisme in geval van stuksinningen”;

– artikel 6, eerste lid, van het ontwerp (stuksinningen voor de stukken waarvoor geen aanvraag tot toelating werd ingediend) stelt dat, “[i]ndien nog geen aanvraag (...) werd ingediend bij de beheersvennootschap, een forfaitair bedrag [kan worden uitbetaald] aan de begunstigde”; in de bespreking van die bepaling staat te lezen dat “de beheersvennootschap ervoor [kan] kiezen een forfaitair bedrag uit te keren”.

– artikel 7, derde lid, van het ontwerp bepaalt het volgende: “De beheersvennootschap kan het bedrag van de compensatie op basis van de door haar gehanteerde tarieven bepalen”; artikel 7, vierde lid, van het ontwerp luidt als volgt: “In afwijking van het derde lid, kan het bedrag van de compensatiemaatregel forfaitair worden bepaald”; in de bespreking van dat artikel staat te lezen: “Aangezien de beheersvennootschap de specifieke situatie van een niet-aangesloten begunstigde niet kent, noch over de informatie beschikt waarover zij beschikt in

het geval van de aangesloten begunstigden, wordt de mogelijkheid gelaten om een forfaitaire vergoeding toe te kennen aan een niet-aangesloten begunstigde”;

– artikel 8 van het ontwerp stelt het volgende: “De beheersvennootschap kan een deel van het ontvangen bedrag op forfaitaire basis uitkeren aan bepaalde categorieën van (...) rechthebbenden (...) op voorwaarde dat de beheersvennootschap dit kan rechtvaardigen”.

Uit die verschillende bepalingen blijkt dat het aan de beheersvennootschappen genoemd in artikel 2 van het ontwerp staat om te bepalen hoe het bedrag van de compensatiemaatregel wordt berekend.

5.3. Naar aanleiding van een vraag over de ruime beoordelingsbevoegdheid die aldus aan de beheersvennootschappen wordt verleend, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gesteld:

“Het KB geeft richtlijnen aan de beheersvennootschappen om tot de verdeling van de rechten over te gaan. Zo worden er forfaits bepaald, alsook maxima van de verminderde inkomsten die gecompenseerd kunnen worden. De beheersvennootschappen moeten binnen de klijntijnen zoals bepaald door het KB de verdeling en uitbetaling van de steunmaatregel onder de begunstigden uitvoeren. De beheersvennootschappen hebben een vergunning gekregen om tot de inning en verdeling over te gaan, dit moeten ze op basis van objectieve parameters doen. De bepalingen uit boek XI van het WER zijn op hun van toepassing, met name artikel XI.248, § 1 WER”.

5.4. De steller van het ontwerp lijkt de verdeling van de maatregel die bedoeld is om het verlies aan auteursrechten en naburige rechten te compenseren, op dezelfde wijze te willen organiseren als de verdeling van die auteursrechten en naburige rechten.

Het beheer van de auteursrechten en de naburige rechten loopt inderdaad via de bemiddelaars die de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties zijn. Overeenkomstig artikel XI.249, § 1, van het Wetboek van economisch recht dienen deze

“tarifieringsregels en innings- en verdelingsregels vast [te stellen] voor alle exploitatiewijzen waarvoor zij rechten van de rechthebbenden beheren, behalve in de gevallen waarin zij door of krachtens de wet zijn of moeten worden vastgesteld”.

Het zijn dus de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties die vaststellen hoe de auteursrechten en de naburige rechten die onder hun aangesloten moeten worden verdeeld, berekend worden. Die werkwijze is aanvaardbaar omdat ze contractueel vastgelegd is. De rechthebbenden van auteursrechten of naburige rechten kiezen vrijelijk aan welke beheersvennootschap of collectieve beheersorganisatie ze het beheer van hun rechten wensen toe te vertrouwen, onder meer op basis van de tarifierings-, innings- en verdelingsregels die deze toepast.

In casu organiseert het ontwerp de verdeling van een sociale steun waarop elke begunstigde bedoeld in artikel 4 van de wet van 4 juli 2021 aanspraak kan maken, zonder dat dat het gevolg is van een eventuele band tussen de begunstigde en de beheersvennootschap of de collectieve beheersorganisatie.

De bedragen van die compensatiemaatregel moeten aan de voornoemde begunstigten worden uitgekeerd met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie. Doch doordat het ontwerp toestaat dat elke beheersvennootschap of elke collectieve beheersorganisatie zelf bepaalt hoe het bedrag van de uitgekeerde compensatiesteun wordt berekend, kan niet worden gegarandeerd dat alle begunstigten op voet van gelijkheid en zonder discriminatie worden behandeld.

Uit de huidige redactie van het ontwerp valt trouwens niet goed op te maken of het de bedoeling is dat de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties de bevoegdheid krijgen om de verdeelsleutels voor de compensatiemaatregelen *a priori* vast te stellen volgens de mogelijkheden die bij de artikelen 4 tot 8 van het ontwerp worden geboden,¹ dan wel of het de bedoeling is dat ze een bevoegdheid krijgen om elk geval apart te beoordelen.

In het eerste geval zou men weliswaar een zekere vorm van gelijkheid kunnen bereiken tussen de begunstigten die een beroep op eenzelfde beheersvennootschap of op eenzelfde collectieve beheersorganisatie doen, maar zouden toch nog verschillen in behandeling kunnen bestaan tussen de begunstigten naargelang van de beheersvennootschap of de collectieve beheersorganisatie waarvan ze afhangen of waarop ze een beroep doen.

In het tweede geval zouden de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties hun beoordelingsbevoegdheid uitoefenen buiten enig kader dat toelaat de gelijkheid en non-discriminatie *a priori* te garanderen. Dat is nog problematischer.

Het feit dat, zoals de gemachtigde van de minister heeft opgemerkt, de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties het Wetboek van economisch recht en meer bepaald artikel XI.248 ervan² dienen te respecteren, rechtvaardigt niet dat het ontwerp niet alvast voorziet in duidelijke en objectieve criteria die gelden voor alle beheersvennootschappen en bijgevolg voor alle begunstigten.

5.5. Op de vraag hoe de artikelen 4 en 5 of 6 zich tot elkaar verhouden in het geval waarin de begunstigde niet alleen inkomstenverlies zou lijden vanwege opvoeringen die niet hebben plaatsgevonden in de zin van de artikelen 5 of 6 van het ontwerp, maar ook inkomsten uit

¹ In dat verband kan worden opgemerkt dat artikel XI.249 van het Wetboek van economisch recht niet van toepassing is op de compensatiemaatregel die bij de wet van 4 juli 2021 is ingevoerd. Het gaat inderdaad niet om een uit een exploitatiewijze voortvloeiend auteursrecht of naburig recht dat door de beheersvennootschap wordt beheerd maar om een met overheidsmiddelen gefinancierde maatregel ter gedeeltelijke compensatie van het verlies van die rechten.

² Die bepaling luidt, *pro memorie*, als volgt:

“De beheersvennootschappen beheren de rechten in het belang van de rechthebbenden. Dit beheer moet worden uitgevoerd op billijke, zorgvuldige, doeltreffende en niet-discriminatoire wijze. De beheersvennootschappen leggen aan de rechthebbenden geen verplichtingen op die objectief beschouwd niet noodzakelijk zijn voor de bescherming van hun rechten en belangen of voor dit doeltreffende beheer van hun rechten”.

andere exploitatiewijzen zou verliezen op grond waarvan hij gebruik zou kunnen maken van artikel 4 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Artikel 4 biedt de mogelijkheid om de verdeling te doen op basis van de informatie waarover de beheersvennootschap beschikt (playlijsten, verkoopcijfers, ...).

Artikel 5 dekt de situatie van een concert, een theatervoorstelling, een optreden (stand-up) dat geprogrammeerd stond, maar dat uiteindelijk niet kon doorgaan vanwege de COVID-19 pandemie. Het gaat hierbij dus om een ruime situatie. Indien er geen aanvraag volgde, wordt er toepassing gemaakt van artikel 6, waarbij de nodige bewijzen moeten worden voorgelegd.

Alles hangt dus af van de vraag of er een aanvraag volgde of niet.

Enkel die situaties die onder de toepassing van het KB vallen, opgesomd onder artikel 1 van het ontwerp-KB, kunnen op een steunmaatregel rekenen, met uitsluiting van de bepaling onder artikel 8. Dit artikel biedt de mogelijkheid om auteurs en uitvoerende kunstenaars te compenseren voor de verminderde inningen gelet op de [COVID-19-pandemie] die niet onder artikel 4 tot 6 van het ontwerp-KB vallen. In het Verslag aan de Koning wordt het voorbeeld gegeven van de literaire auteur die verliezen heeft geleden doordat hij gelet op de [COVID-19-pandemie] geen uitgeverij voor zijn boek heeft gevonden.

Elk van deze artikelen viseert een specifieke situatie”.

Er zou echter voor moeten worden gezorgd dat, bij de berekening van de minderinkomsten op basis van artikel 4 van het ontwerp, geen rekening wordt gehouden met stuksinningen indien de begunstigde al heeft gebruikgemaakt van artikel 5 of artikel 6 van het ontwerp. Het dispositief moet in die zin worden aangevuld.

5.6. Teneinde te waarborgen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen, moeten de gevallen waarin toepassing wordt gemaakt van artikel 4, 5 of 6 of van artikel 7, derde of vierde lid, afgebakend kunnen worden aan de hand van duidelijke en objectieve criteria.

5.7. Luidens artikel 7, derde lid, kan de beheersvennootschap het bedrag van de compensatie bepalen op basis van de door haar gehanteerde tarieven. Dat betekent impliciet dat de beheersvennootschappen het bedrag van de compensatie ook op een andere basis kunnen vaststellen. De inachtneming van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie vereist dat de criteria op basis waarvan het bedrag van de compensatie door de beheersvennootschappen of de collectieve beheersorganisaties wordt bepaald, in het ontwerp worden gepreciseerd.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is dat het bedrag van de compensatie wordt bepaald op basis van de door de beheersvennootschap gehanteerde tarieven, moet in de eerste zin van artikel 7, derde lid, van het ontwerp de werkwoordelijke uitdrukking “kan bepalen” worden vervangen door het werkwoord “bepaalt”.

5.8. Bovendien doet ook de mogelijkheid waarin de artikelen 6 en 7 voorzien, namelijk werken met een forfaitaire vergoeding, vragen rijzen ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie; het ontwerp bepaalt immers niet hoe dat forfait aan de hand van objectieve criteria die van toepassing zijn op alle potentiële begunstigten wordt berekend.

5.9. Wat betreft de mogelijkheid waarin artikel 8 van het ontwerp voorziet om aan de beheersvennootschappen een eenzijdige beslissingsbevoegdheid te verlenen – een mogelijkheid die weliswaar aanvaardbaar is teneinde rekening te houden met de specifieke gevallen van inkomstenverlies ten gevolge van de COVID-19-pandemie die ontoereikend worden gecompenseerd op grond van de artikelen 4 tot 7 van het ontwerp, en aldus te garanderen dat het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie in acht wordt genomen – dient de aldus verleende discretionaire bevoegdheid te worden afgebakend aan de hand van criteria die bijvoorbeeld betrekking hebben op de legitieme doelstelling die met de uitvoering van artikel 8 moet worden nagestreefd. Het loutere gegeven dat de beheersvennootschap de uitvoering van artikel 8 moet kunnen “rechtvaardigen”, zonder nadere precisering, is ontoereikend. Het verdient voorts aanbeveling om in het verslag aan de Koning ook gegevens op te nemen die bijdragen tot een beter begrip van de strekking van het dispositief, bijvoorbeeld met betrekking tot het bepalen van de categorieën van betrokken begunstigten.

5.10. Het ontwerp moet grondig worden herzien in het licht van die opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. De aanhef dient te worden aangevuld met een lid dat verwijst naar de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting van 5 mei 2021.

2. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, blijkt dat het advies van de inspecteur van Financiën dateert van 28 april 2021. Het tweede lid van de aanhef moet derhalve worden gecorrigeerd teneinde de datum van “1 juli 2021” te vervangen door die van “28 april 2021”.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Ter wille van de samenhang en rekening houdend met de terminologie die in artikel 2 van het ontwerp wordt gebruikt, moeten in artikel 3, tweede lid, de woorden “een deel van het in artikel 2 bedoelde totale bedrag van de uitkering” worden vervangen door de woorden “een deel van het in artikel 2 bedoelde totale bedrag van de compensatiemaatregel”.

2. Teneinde de nagestreefde doelstelling duidelijk weer te geven en zoals blijkt uit de bespreking van artikel 3 van het ontwerp, moeten de woorden “de exploitatiejaren 2017 – 2019” worden vervangen door de woorden “het gemiddelde van de inkomsten ontvangen voor de exploitatiejaren 2017, 2018 en 2019”.

Artikel 5

In het eerste lid dient niet naar artikel 5, maar naar artikel 6 van de wet te worden verwezen.

Artikel 7

1. In het vierde lid moet worden gepreciseerd dat het ontworpen dispositief afwijkt van “het derde lid, eerste zin”.
2. De Franse tekst van het vijfde lid moet in overeenstemming worden gebracht met de Nederlandse tekst door het woord “pièces” in te voegen tussen de woorden “des” en “attestant”.
3. Het tweede lid bepaalt dat “[d]e beheersvennootschappen (...) de nadere regels [kunnen] bepalen” voor het indienen van de aanvragen door begunstigden die niet zijn aangesloten.

Zonder dat het nodig is uit te maken of de beheersvennootschappen en de collectieve beheersorganisaties al dan niet als publiekrechtelijke rechtspersonen kunnen worden aangemerkt, dient te worden opgemerkt dat aan die vennootschappen en organisaties *in casu* een ontoelaatbare verordenende bevoegdheid wordt verleend.

In dat verband dient eraan te worden herinnerd dat, zelfs als een verordenende bevoegdheid wordt opgedragen aan instanties of openbare instellingen of aan organen ervan, deze werkwijze moeilijk in overeenstemming te brengen valt met de algemene principes van het Belgisch publiek recht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en ter zake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; bovendien creëert die praktijk onzekerheid over de plaats die die regelgevende teksten innemen in de hiërarchie van de normen.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een reglementaire bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan kon worden uitgegaan dat de instanties of de instellingen, die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen.³

Dat lijkt *in casu* alleszins niet het geval te zijn.

³ Advies 40.615/2, op 6 juni 2006 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2006 ‘houdende diverse bepalingen’ *Parl.St.* Kamer 2005-06, nr. 2518/001, 346 tot 389, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40615.pdf>); advies 69.453/2, op 24 juni 2021 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen’; advies 69.921/2/V, op 18 augustus 2021 gegeven over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’.

4. Onverminderd de hiervoor geformuleerde algemene opmerking 4, valt uit de zin “De beheersvennootschap kan het bedrag van de compensatie op basis van de door haar gehanteerde tarieven bepalen” niet goed op te maken hoe de compenserende maatregel voor de begunstigden die zich op grond van artikel 7 van het ontwerp richten tot een beheersvennootschap, zal worden berekend ingeval de beheersvennootschap van die mogelijkheid gebruik wenst te maken.

De artikelen 4 tot en met 6 van het ontwerp regelen immers de berekening van het compensatiebedrag voor de begunstigden die bij de beheersvennootschap zijn aangesloten. Daarin wordt niet bepaald dat de beheersvennootschap “tarieven” vaststelt. Alleen artikel 6 van het ontwerp machtigt de beheersvennootschap om een forfaitair bedrag vast te stellen.

De eerbiediging van het gelijkheids- en het non-discriminatiebeginsel vereist dat begunstigden die niet zijn aangesloten bij één van de beheersvennootschappen die in artikel 2 van het ontwerp worden aangewezen, op dezelfde wijze worden behandeld als de aangesloten begunstigden.

Het dispositief moet derhalve worden herzien teneinde duidelijkheid te verschaffen over de manier waarop die gelijkheid zal worden gewaarborgd.

Artikel 8

1. Omwille van de rechtszekerheid dient in het dispositief te worden vermeld of artikel 8 het al dan niet mogelijk maakt af te wijken van artikel 1.

2. Gevraagd naar de draagwijdte van artikel 8, heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

“Dit artikel vindt niet op subsidiaire wijze toepassing. Hierbij kan wel nog mee[ge]geven worden dat de draagwijdte van deze bepaling beperkt is, aangezien de beheersvennootschap slechts 15 % van het bedrag dat aan haar wordt toegekend conform artikel 3 van het ontwerp-KB, hiervoor kan reserveren. De beheersvennootschap is in elk geval niet verplicht om van dit mechanisme gebruik te maken”.

Dat niet-subsidiaire karakter moet ook in het dispositief worden vermeld.

Artikel 9

Artikel 9 beoogt uitvoering te geven aan artikel 8 van de voornoemde wet. In het vierde lid van dat artikel wordt de Koning opgedragen “de verdere uitvoeringsmodaliteiten van deze bepaling” te bepalen.

Het vierde lid van artikel 9 van het ontwerp beperkt zich ertoe het derde lid van het voornoemde artikel 8 in identieke bewoordingen te herhalen. Op zijn minst dient dan ook dat vierde lid te worden weggelaten en die verdere uitvoeringsmodaliteiten te worden vastgesteld, zoals bepaald in de wet.

Artikel 12

De tekst van artikel 12 geeft niet volledig de volgende precisering weer, die gegeven wordt in de bespreking ervan en die als volgt luidt:

“Op een passiefrekening wordt de steunmaatregel exclusief de ingehouden beheerskost geboekt. De ingehouden beheerskost wordt op een omzetrekening geboekt”.

Het dispositief moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT